

F. 99 — 1809

[C - 99/29329]

**17 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les dispositions transitoires applicables aux membres du personnel de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des chambres législatives,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat;

Vu la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'Enseignement supérieur;

Vu le décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion Sociale, tel que modifié, notamment les articles 94, 111 et 118;

Vu le décret du 17 mai 1999 relatif au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des établissements d'Enseignement de Promotion Sociale de la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'Enseignement gardien, primaires, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'Enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'Enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical des établissements de l'Enseignement de l'Etat, pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 14 décembre 1976 portant règlement organique du personnel du service d'inspection, chargé de la surveillance des établissements de l'Etat;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale;

Considérant que le fait de prendre des dispositions transitoires au bénéfice des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion Sociale de la Communauté française n'implique aucun préjudice envers les membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale subventionné par la Communauté française;

Considérant que dans l'Enseignement de Promotion sociale subventionné par la Communauté française les pouvoirs organisateurs n'ont pas cessé de nommer alors que dans l'Enseignement de Promotion sociale organisé par la Communauté française on n'a plus nommé depuis 1993;

Considérant que les règles actuelles en matière de nominations sont différentes pour chacun des réseaux d'Enseignement et qu'il n'est donc pas impératif de prendre simultanément des dispositions transitoires poursuivant le même objectif, au bénéfice des membres des personnels de l'Enseignement de Promotion sociale de chacun des réseaux d'Enseignement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le décret du Conseil de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de Promotion sociale de la Communauté française crée des fonctions de sélection et de promotion, mais ne précise pas les procédures à mettre en œuvre pour y accéder et dans le souci de stabiliser les équipes pédagogiques avant l'entrée en vigueur des nouveaux dispositifs organiques;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 29 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 29 mars 1999 sur le fait de passer outre l'avis négatif de l'Inspection des finances;

Vu le protocole du Comité de secteur IX, donné le 22 avril 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'éducation et du Ministre du Budget, des finances et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel qui, à la date du 30 juin 1999, sont titulaires à titre principal et temporaire d'une fonction de sélection ou de promotion dans l'Enseignement de Promotion sociale de la Communauté française.

**Art. 2.** Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent qu'aux emplois justifiés en fonction des dispositions légales et réglementaires, notamment sur base des dispositions du titre II de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres du personnel de l'Enseignement de Promotion sociale, justifiées par le nombre de périodes-élèves qui autorisent leur création, en charge complète.

**Art. 3.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, qui ne sont pas nommés dans cette fonction à titre définitif et qui en sont titulaires à titre principal et temporaire, peuvent être nommés dans la fonction dont ils sont titulaires, pour autant que leur emploi ait été déclaré vacant et qu'ils remplissent les conditions suivantes :

1° être Belge ou être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement de la Communauté française;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° posséder les aptitudes physiques fixées par l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les aptitudes physiques requises des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'Enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal et de Promotion sociale de l'Etat et des internats dépendant de ces établissements;

6° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

7° compter, au 30 juin 1999, 1200 jours de service dans l'Enseignement organisé par l'Etat, actuellement par la Communauté française, dont au moins 500 jours dans l'Enseignement de Promotion sociale.

**Art. 4.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> qui, à la date du 30 juin 1999, remplissent les conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté, sont nommés à titre définitif dans l'emploi d'éducateur-économiste dont ils sont titulaires à titre temporaire, pour autant qu'ils remplissent également les conditions énumérées ci-après :

1° être titulaire, à la date du 30 juin 1999, d'un emploi déclaré vacant.

2° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés pour l'appel aux candidats.

3° soit être titulaire, à titre définitif, dans l'Enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de l'Etat.

Soit exercer la fonction d'éducateur-économiste ou de surveillant-éducateur chargé de la comptabilité à titre temporaire et sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994 et être en possession de titre requis pour la fonction de recrutement de surveillant-éducateur.

**Art. 5.** Les membres du personnel qui, à la date du 30 juin 1999, remplissent les conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté, sont nommés à titre définitif dans l'emploi de secrétaire de direction dont ils sont titulaires à titre temporaire, pour autant qu'ils remplissent également les conditions énumérées ci-après :

1° être titulaire d'un emploi déclaré vacant;

2° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

3° soit être titulaire, à titre définitif, dans l'Enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement fixées par l'arrêté royal du 22 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de sélection de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de l'Etat.

Soit exercer à titre temporaire et sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994 la fonction visée au présent article et être en possession du titre requis pour la fonction de surveillant-éducateur.

**Art. 6.** Les membres du personnel qui, à la date du 30 juin 1999, remplissent les conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté, sont nommés à titre définitif dans l'emploi de sous-directeur dont ils sont titulaires à titre temporaire, pour autant qu'ils remplissent également les conditions énumérées ci-après :

1° être titulaire d'un emploi déclaré vacant;

2° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés par l'appel aux candidats;

3° être titulaire, à titre définitif, dans l'Enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement ou de sélection fixées par l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de l'Etat ou exercer à titre temporaire et sans interruption depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994 la fonction visée au présent article.

**Art. 7.** Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> qui, à la date du 30 juin 1999, remplissent les conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté, sont nommés à titre définitif dans l'emploi de directeur dont ils sont titulaires à titre temporaire, pour autant qu'ils remplissent les conditions énumérées ci-après :

1° être titulaire, à la date du 30 juin 1999, d'un emploi déclaré vacant;

2° avoir introduit sa candidature dans la forme et le délai fixés pour l'appel aux candidats;

3° être titulaire, à titre définitif, dans l'Enseignement de la Communauté française, de l'une quelconque des fonctions de recrutement ou de sélection fixées par l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'Enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'Enseignement de l'Etat ou exercer à titre temporaire et sans interruption la fonction visée au présent article depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1994.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 mai 1999.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique  
ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,  
Mme L. ONKELINX

## VERTALING

N. 99 — 1809

[C - 99/29329]

**17 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs;

Gelet op de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het Hoger onderwijs;

Gelet op het decreet van 16 april 1991 houdende inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 94, 111 en 118;

Gelet op het decreet van 17 mei 1999 betreffende het administratief statuut van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, en van de ambten der leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel en het paramedisch personeel van de rijksonderwijsinrichtingen titularis moeten zijn om in een selectieambt te kunnen worden benoemd;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het rijksonderwijs titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 december 1976 houdende organiek reglement van de personeelsleden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op de rijksinrichtingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie;

Overwegende dat uit het treffen van overgangsbepalingen ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap geen nadeel voortvloeit voor de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat in het gesubsidieerd onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap de inrichtende machten zijn blijven benoemen terwijl in het onderwijs voor sociale promotie ingericht door de Franse Gemeenschap niet meer benoemd werd sedert 1993;

Overwegende dat de huidige regels inzake benoeming verschillend zijn voor ieder net van onderwijs en dat het dus niet dringend is gelijktijdig overgangsbepalingen te treffen tot hetzelfde eind ten gunste van de personeelsleden van het onderwijs voor sociale promotie van ieder onderwijsnet;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap selectie- en bevorderingsambten opricht, maar niet bepaalt welke procedures dienen te worden uitgewerkt om er toegang te krijgen en met de zorg de pedagogische ploegen te stabiliseren vóór de inwerkingtreding van de nieuwe organieke beschikkingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 maart 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het onderwijs en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden die, op 30 juni 1999, hoofdzakelijk en tijdelijk titularis zijn van een selectie- of bevorderingsambt in het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** De bepalingen van dit besluit zijn enkel van toepassing op de betrekkingen in verband met de wets- en reglementaire bepalingen, inzonderheid op basis van de bepalingen van titel II van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 december 1991 betreffende de ambten, opdrachten en betrekkingen van de leden van het personeel van het onderwijs voor sociale promotie, verantwoord door het aantal leerlingen-lestijden die hun creatie toelaten, in volledige opdracht.

**Art. 3.** De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden, die in dat ambt niet vastbenoemd zijn en die hoofdzakelijk en tijdelijk titularis zijn, kunnen benoemd zijn in het ambt waarvan zij titularis zijn, voor zover hun betrekking vacant werd verklaard en zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° Belg zijn of burger zijn van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens afwijking toegestaan door de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten hebben voldaan;

5° over de lichamelijke geschiktheid bepaald bij het koninklijk besluit van 22 april 1969 tot vaststelling van de lichamelijke geschiktheid vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel der rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen, beschikken;

6° aan de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake taalstelsel voldoen;

7° op 30 juni 1999, 1200 dagen dienst in het door de Staat, nu de Franse Gemeenschap, ingericht onderwijs, tellen, waaronder minstens 500 dagen in het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 4.** De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die, op 30 juni 1999, aan de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen, worden in vast verband benoemd in de betrekking van opvoeder-huismeester waarvan zij tijdelijk titularis zijn, voor zover zij ook de hierna vermelde voorwaarden vervullen :

1° titularis zijn, op 30 juni 1999, van een vacant verklaarde betrekking;

2° zijn kandidatuur te hebben ingediend in de vorm en termijn bepaald voor de oproep tot de kandidaten;

3° ofwel definitief titularis zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van één van de wervingsambten bedoeld bij het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs titularis moeten zijn om in een selectieambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichtingen van de Staat te kunnen worden benoemd

ofwel tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 september 1994 het ambt van opvoeder-huismeester of studiemeester-opvoeder belast met de boekhouding uitgeoefend te hebben en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het wervingsambt van studiemeester-opvoeder.

**Art. 5.** De personeelsleden die, op 30 juni 1999, aan de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen, worden in vast verband benoemd in de betrekking van directiesecretaris waarvan zij tijdelijk titularis zijn, voor zover zij ook de hierna vermelde voorwaarden vervullen :

1° titularis zijn van een vacant verklaarde betrekking;

2° zijn kandidatuur te hebben ingediend in de vorm en termijn bepaald voor de oproep tot de kandidaten;

3° ofwel definitief titularis zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van één van de wervingsambten bedoeld bij het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs titularis moeten zijn om in een selectieambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichtingen van de Staat te kunnen worden benoemd

ofwel tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 september 1994 het bij dit artikel bedoeld ambt uitgeoefend te hebben en houder zijn van het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van studiemeester-opvoeder.

**Art. 6.** De personeelsleden die, op 30 juni 1999, aan de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen, worden in vast verband benoemd in de betrekking van onderdirecteur waarvan zij tijdelijk titularis zijn, voor zover zij ook de hierna vermelde voorwaarden vervullen :

1° titularis zijn, op 30 juni 1999, van een vacant verklaarde betrekking;

2° zijn kandidatuur te hebben ingediend in de vorm en termijn bepaald voor de oproep tot de kandidaten;

3° definitief titularis zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van één van de wervingsambten bedoeld bij het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs titularis moeten zijn om in een selectieambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichtingen van de Staat te kunnen worden benoemd ofwel tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 september 1994 het bij dit artikel bedoeld ambt uitgeoefend te hebben.

**Art. 7.** De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die, op 30 juni 1999, aan de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde voorwaarden voldoen, worden in vast verband benoemd in de betrekking van directeur waarvan zij tijdelijk titularis zijn, voor zover zij ook de hierna vermelde voorwaarden vervullen :

1° titularis zijn, op 30 juni 1999, van een vacant verklaarde betrekking;

2° zijn kandidatuur te hebben ingediend in de vorm en termijn bepaald voor de oproep tot de kandidaten;

3° definitief titularis zijn in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, van één van de wervingsambten bedoeld bij het Koninklijk besluit van 22 juli 1969 tot vaststelling van de wervingsambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs titularis moeten zijn om in een selectieambt van de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel van de inrichtingen van de Staat te kunnen worden benoemd ofwel tijdelijk en zonder onderbreking sedert 1 september 1994 het bij dit artikel bedoeld ambt uitgeoefend te hebben.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 mei 1999.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor sociale promotie behoort,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs,  
Mevr. L. ONKELINX